

Ethisches Geld in neuer Verpackung

Fast fünf Jahre gibt es das gemeinsam von "Alterfinanz asbl" und der "Spuerkeess" ins Leben gerufene alternative Sparkonto. Inzwischen haben 421 SparerInnen ein solches Konto eingerichtet und dort rund 350 Millionen LUF deponiert. Auf dem Ersparten gibt es 1,5 Prozent weniger Zinsen als normalerweise üblich, dafür werden entsprechend verbilligte Kredite an ökologische, soziale oder developmentpolitische Unternehmen und Projekte vergeben. Rund 63 Vorhaben konnten bislang von dem Mechanismus profitieren. Weil "Alterfinanz" zu sehr an einen Rentenfonds erinnerte, haben sich die Verantwortlichen zu einer Namensänderung entschieden: die "Initiative für Alternativ Finanzierung a.s.b.l." hat sich in "Etika" umgetauft - was als Abkürzung für "ethische Kapitalanlagen" steht. Mit der Umbenennung einher geht auch ein Umzug des Etika-Büros, das sich fortan auf der gleichen Adresse wie das Centre d'Information Tiers Monde (CLTIM), auf 51, Avenue de la Liberté in Luxemburg-Bahnhof befindet. Auf einer Pressekonferenz gab sich Etika-Präsident Marc Elvinger zuversichtlich, was die weitere Entwicklung alternativer Sparmechanismen anbelangt. An sinnvollen und wirtschaftlich tragfähigen Projekten fehle es nicht, immerhin habe es seit dem Start des "alternativen Spuerkont" keinen einzigen Kredit gegeben, der nicht zurückgezahlt werden konnte.

Ungeliebte "Cour des comptes"

Vorigen Freitag präsentierte Entwicklungshilfeminister Charles Goerens der parlamentarischen Kommission für Außenpolitik den Aktivitätsbericht seiner Verwaltung für das Jahr 2000. Am Rande war dabei zu vernehmen, dass der Rechnungshof ein Audit zu den Finanztransfers zwischen Ministerium und Entwicklungshilfe-ONGs angekündigt hat. Damit macht er dem Parlament einen Strich durch die Rechnung, das schon in der ersten Sitzungswoche im Oktober den Bericht zur staatlichen Kooperationspolitik im Plenum debattieren wollte. Die Diskussion muss nun verschoben werden.

Sowohl das Ministerium als auch die Nichtregierungsorganisationen müssen sich nun angesichts dieser Prüfung der Finanzabläufe erneut auf Störungen im Betriebsalltag einstellen. Vor einigen Jahren waren bereits fünf ONGs einem Audit unterzogen worden. Damals stellte sich heraus, dass der Aufwand für solche Untersuchungen beträchtlich ist - denn die jeweiligen Partner im Süden müssen sozusagen mitkontrolliert werden. Eine rein finanztechnische Kontrolle der ONG-Rechnungsbücher ist dagegen wenig aussagekräftig. Vielleicht könnte das nun geplante, breiter angelegte Audit aber dazu beitragen, die chronische Unterbesetzung der betreffenden Abteilung aufzudecken.

Gegenoffensive zum autofreien Tag

"Venez en voiture!" Mit diesem Slogan blies die "Union commerciale" der Stadt Luxemburg vorgestern zum Halali auf den autofreien Tag, der am 22. September stattfinden soll. Mit dem Argument, sie sei nicht in der Planungsphase konsultiert worden, ruft sie Privatpersonen dazu auf, mit dem Auto in die Stadt zu kommen. Durch ihre verspätete Informationsarbeit lieferte die Stadt Luxemburg dem hauptstädtischen Geschäftsverband eine weitere Gelegenheit, um gegen Einschränkungen des Autoverkehrs ins Feld zu ziehen. Im Ausland haben die Organisatoren des europäischen autofreien Tags sich cleverer angelegt, um die wichtigen Akteure des Einzelhandels auf ihre Seite zu bekommen: So finden lokale Autoritäten in Broschüren zahlreiche Tipps, um Ladenbetreiber mit in die Planung einzubeziehen. Trotzdem wirkt die Gegenoffensive der "Union commerciale" geradezu absurd, unterirdische Parkings für diesen Tag anzumieten und der Kundschaft gratis zur Verfügung zu stellen, damit die ja nur mit dem Auto zum autofreien Tag anreist. Wenn speziell gekennzeichnete Läden sogar auf Verkaufspreisen Vergütungen für Parking-Kosten geben, mag vielleicht nun wieder Fans des öffentlichen Transports dazu anregen, gezielte Boykotts auszuüben. Dass ein autofreier Tag eigentlich eine tolle Sache ist, lesen Sie Seite 8.

JUNCKER A DIT

C'est toujours l'autre

Attention! Selon notre Premier Ministre, cet article contribuerait à la xénophobie luxembourgeoise. Entre-temps, alors que les attentats aux USA occupent tout le monde, les expulsions continuent au Luxembourg ...

"A ceux qui critiquent de manière non-différenciée la politique d'asile du gouvernement je dis; une fois pour toutes et puis je ne le dirai plus jamais; qu'ils contribuent massivement dans la presse luxembourgeoise à créer la xénophobie au Luxembourg." Jean-Claude Juncker, Briefing 6.9.01

(gk) - Accusations sans équivoque de la part du Premier Ministre à l'égard de la presse et de toute personne qui s'oppose aux retours forcés. Il ajouta que le Luxembourg n'avait pas encore renvoyé d'Albanais du Kosovo. Contrairement aux majorités politiques de nos voisins, faites de socialistes et de verts.

"Bien plus que les opposants à la politique d'asile du gouvernement, c'est le Premier Ministre en personne qui a déclenché des réactions de peur et de xénophobie chez une partie de

la population en lançant de façon complètement déplacée le fameux slogan des 700.000 habitants. Monsieur Juncker essaie-t-il de camoufler ses propres fautes en accusant les autres?", demande Alex Bodry (POSL), qui trouve "indigne" et "antidémocratique" de mettre ainsi en question le droit de critiquer l'action des autorités. Tout comme Renée Wagener (Déi Gréng): "Rendre les manifestant-e-s responsables de la xénophobie envers les personnes réfugiées, c'est tirer sur les ambulances. Monsieur Juncker ferait mieux de s'interroger sur les effets de la politique d'un gouvernement qui a interdit pendant des années aux demandeurs d'asile de travailler, ou qui a préféré loger les personnes concernées dans des hôtels et des campings."

Opinion partagée par Franco Barilozzi, secrétaire général du CLAE (Centre de liaison des associations d'étrangers): "Que le gouvernement ne donne pas d'autorisation de travail aux réfugiés fait que ceux-ci sont souvent considérés comme des glandeurs et des profiteurs. C'est cela qui crée la méfiance d'une partie de la population. Pourtant la possibilité économique d'une telle insertion est donnée pour ces gens dont le retour est souvent difficile."

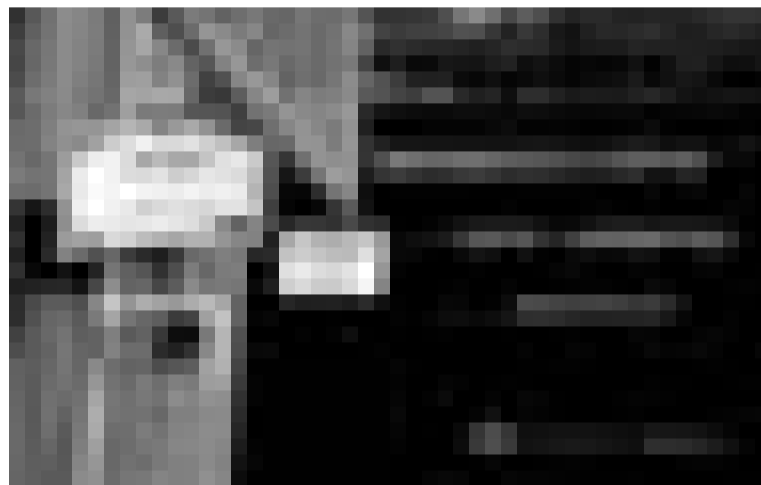
Erny Gillen ("Caritas") ne fait pas de déclaration. Son organisation s'est clairement exprimée contre les retours forcés et il lui

semble inutile, dès lors, de commenter les dires du Premier ministre.

Justin Turpel du "Comité pour la dignité des réfugiés et contre les retours forcés", met également l'accent sur l'interdiction de travail et sur l'image que ces personnes ont, en conséquence, dans la population. De plus, on préfère les loger dans des régions peu peuplées; loin des yeux. "C'est le gouvernement qui marginalise, par sa politique, les personnes réfugiées. Il est le grand responsable à ce niveau."

"C'est classique d'accuser le porteur de mauvaises nouvelles", commente Serge Kollwelter de l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés). Il insiste sur le fait que le gouvernement organise les retours forcés à l'aide de vols charter: "Frieden semble vouloir imiter Pasqua. Celui-ci avait organisé une seule fois un tel vol spécial. Les réactions de l'opinion publique l'ont alors tout de suite stoppé." Pour lui, les déclarations du gouvernement, à l'occasion d'expulsions, ont un air farouche de "bulletin de victoire". Comme si on libérait la société d'individus dangereux.

Et, mercredi matin, le Luxembourg ne s'est pas retenu d'expulser deux familles bosniaques appartenant à la minorité musulmane du Sandjak. L'une d'elles avait introduit une demande de séjour pour raisons humanitaires. L'affaire devait être traitée le 15 septembre. L'autre s'était vue refuser cette demande, mais avait encore moyen de recours. Mais comme ces procédures n'ont pas d'effet suspensif, le gouvernement s'est à nouveau dit: "Allez hop!"

**CATTENOM**

Expérience grandeur nature

Pour comprendre le mystérieux incident de l'an dernier sur la tranche 3, EDF se dit obligé de redémarrer le réacteur "malade"

(RK) - Il n'y a pas eu de danger, mais on tâchera de l'éviter la prochaine fois. Voilà en résumé ce qu'a expliqué Dominique Minière, directeur de la centrale de Cattenom, lors du petit-déjeuner de presse de mardi dernier. Rappelons qu'en septembre 2000, la tranche 3 avait présenté une montée de la radioactivité dans le circuit primaire. Plutôt que de l'arrêter, EDF avait attendu jusqu'en janvier. En mars, l'origine de la radioactivité était découverte: les gaines de 92 crayons de combustible nucléaire étaient endommagés - un record dans le parc français.

Depuis, EDF avait essayé de trouver la cause des ruptures de gaine. On avait établi que cela venait du "fretting", de frottements, causé sans doute par des vibrations. L'origine de ces vibrations reste inconnue. En parallèle avec ce feuilleton à la "ghostbusters", EDF préparait le redémarrage de la tranche, en cours actuellement.

Risques passés...

De nombreuses critiques avaient été formulées, en particulier par l'organisation WISE-Paris dans un rapport récent. En

n'arrêtant pas le réacteur, EDF aurait pris le risque que des crayons de combustible soient fracturés et se déplacent. Cela aurait pu empêcher l'introduction de la grappe de contrôle et donc le freinage de l'activité nucléaire. De plus, dans une telle situation, un autre dysfonctionnement découvert par après, concernant les vannes du circuit d'injection, aurait pu conduire à un accident majeur. "Les ruptures des crayons n'étaient pas dangereux et le risque de blocage des valves très hypothétique", a déclaré le directeur de la centrale.

Quels sont les risques pris en redémarrant un réacteur atteint d'une "maladie inconnue"? Dominique Minière a affirmé qu'un maximum de précautions avait été pris pour éviter que le problème ne se reproduise. Les mesures de radioactivité seront intensifiées et les seuils d'arrêt abaissés. Parallèlement, EDF continuera à rechercher les causes de l'incident, mais ne prévoit pas de conclusion avant six mois.

Pourquoi fallait-il redémarrer avant? Est-ce à cause du manque à gagner - évalué à un million de francs par jour - que représente

une tranche à l'arrêt? "Non", a dit Dominique Minière, "c'est que nous devons mesurer les vibrations. Ça, nous ne pouvons pas le faire sans redémarrer." EDF pense donc que c'est un phénomène propre au réacteur 3. Le pari est de reproduire les vibrations en évitant qu'il n'y ait du fretting et surtout des ruptures de gaines massives, grâce aux précautions prises.

... et à venir

On pourrait être rassuré, s'il ne s'agissait pas du nucléaire, domaine où les risques ne sont jamais maîtrisés à cent pour cent et les conséquences d'un accident désastreuses. Pour la tranche 3, les moments les plus dangereux sont sans doute derrière nous. En décembre dernier, alors que personne ne se doutait de rien, le pire pouvait arriver. Aujourd'hui, la tranche est sous haute surveillance et les risques sont fortement encadrés, grâce aux pressions de l'Autorité de sûreté nucléaire et de l'opinion publique. Reconnaissons à EDF le mérite de contribuer à une certaine transparence en répondant ouvertement à toutes les questions, même désagréables. Pouvons-nous dormir tranquille pour autant? Il y aura bien d'autres incidents, sur d'autres réacteurs, là où on ne les attend pas.

www.asn.gouv.fr - l'ASN, Autorité de sûreté nucléaire

www.wise-paris.org/francais/nosbreves/breve7.html - critiques récentes de WISE-Paris (World Information Service on Energy)

